

971.004114  
G8821a  
1940



Bibliothèque Nationale du Québec







## L'AN 1940

Je songe à la place que tiendra cette date en l'avenir infini. Place immense. Date fatidique s'il en fut. Nous aurons assisté au plus vaste cataclysme de l'Histoire du monde. La vie de notre pays en aura été bouleversée. Notre petit peuple, d'une existence déjà dure, coupée d'ahans pathétiques, sans beaucoup de joie, sans beaucoup d'avenues ensoleillées, va se heurter à des menaces innombrables. Quelle que soit l'issue de la guerre, nous resterons ce que nous sommes: groupe de trois millions fixé à la même terre, dans le même environnement géographique et politique, rivé aux mêmes problèmes, investi d'une vocation splendide, mais lourde à faire ployer. Aux problèmes d'hier, se seront venus joindre ceux de la guerre et ceux de l'après-guerre: nuée de problèmes et d'une telle complexité et d'une telle proportion que la raison se perd à les démêler ou mesurer. Un pays ruiné par l'aventure, foncièrement ruiné pour deux, trois générations, sans espoir de se refaire que de ses seules ressources; un pays articulé à un monde nouveau, rentrant dans l'axe américain, mais y rentrant sur le tard, pour s'y découvrir peu d'amis, ayant, du reste, négligé de s'en faire; un pays qui change d'axe mais pour changer assez peu d'obligations et de servitude; liant sa fortune moins à l'Amérique qu'aux États-Unis, moins aux États-Unis qu'à l'autarchie américaine, à l'heure où elle-même s'arc-boute pour une lutte titanique contre l'autarchie européenne

et contre l'autarchie asiatique. Guerre économique sans issue, autre guerre totale d'un monde contre deux mondes; ainsi peut s'inscrire le destin de l'Amérique.

En ce craquement de l'univers, sous quel signe inscrire le destin de notre groupe? Ne disons point que les événements sont de proportions trop gigantesques, de caractère trop universel pour prendre le loisir de nous retourner vers nous-mêmes. Demain encore le destin de tout homme restera chose grave; tout autant le destin des petits peuples. Que la Grande-Bretagne, trop menacée en Europe, ne soit plus à l'avenir, selon les prévisions de l'Américain McCormack, que le bastion européen de la puissance anglaise; qu'elle transporte au Canada ses plus solides richesses, ses institutions financières, ses grandes industries, ses grandes écoles; que ce déplacement entraîne l'immigration d'une dizaine de millions d'âmes de l'île britannique; que nous tenions compte seulement de notre nouvelle situation américaine, du resserrement fatal des liens spirituels et moraux avec nos puissants voisins, quels retentissements dans notre vie! Certes, depuis longtemps nous aurions dû le savoir: la tranquillité insouciance, la vie uniformément sereine et facile ne peuvent être notre lot. Mais, en face de ce qui se passe, de ce qui s'en vient, je cherche nos sursauts de conscience. Cette fois, tous les dés sont jetés; les choix absolus, les choix de vie ou de mort s'imposent. A quels signes peut-on reconnaître que nous voyons, que nous comprenons? Qui nous montrera ce remous des âmes ou, plus

FL  
135  
G76  
1940



simplement, à fleur de peau, le frémissement du muscle qui annonce la prochaine, l'urgente réaction ?



L'autre jour, à une semaine d'études sociales, j'ai posé cette question qui, je le crains, a semé un peu de panique: le type *actuel* du Canadien français — entendons le type politique, le type économique et social, le type culturel, — est-il viable ? En d'autres termes, étant donné le milieu où nous vivons, sommes-nous aptes à la vie ? Je souligne l'expression: type *actuel*. Mais la question ainsi posée, j'estime qu'en ces jours de trouble suprême, voici bien le premier sujet d'étude qui doit occuper, obséder nos esprits. Question, on peut le croire, que je ne pose point pour le plaisir cruel d'étaler des misères. Encore moins la posé-je pour décourager. Je la pose avec angoisse, en homme qui estime que s'il doit y avoir un point de départ — et il y en aura un — rien ne presse tant que de voir clair, impitoyablement clair en nous-mêmes, que d'aborder en droiture nos problèmes de fond.



Un type politique normal, viable, serait, nous semble-t-il, dans le cas canadien-français, un type qui, dans les actes de sa vie publique, saurait s'élever, de temps à autre au moins, jusqu'au sens de sa collectivité, de son bien commun, en somme jusqu'aux fins d'une politique digne de

ce nom. Conscient de la situation exceptionnelle de sa nationalité, de sa province, dans la Confédération, il apporterait, dans le domaine fédéral, sans préjudice de l'intérêt commun, un sens particulariste et provincialiste plus éveillé, plus inquiet que les autres. Conscient de sa situation dans sa propre province, premier cadre géographique où se forment ses forces de résistance et de vie, il y voudrait et il y ferait une politique qui, dans le respect de toutes les justices, regarderait d'abord vers lui. Au-dessus des convoitises individualistes, des intérêts de clans ou de partis, cette politique placerait invariablement la nation. Elle viserait à lui assurer, avec l'existence matérielle, les moyens de faire s'épanouir son esprit, sa culture, son héritage historique. En résumé, le sujet politique canadien-français, à cause de sa situation particulière et précaire, accorderait forcément au souci national plus d'importance que tout autre, nous dirions même une sorte de suprématie. Il pourrait lui arriver de se tromper sur le choix des moyens et des hommes. Il ne saurait se détourner de son idéal national.

Or, serait-ce une exagération d'affirmer du Canadien français en général qu'il ne reconnaît, en politique, d'autre formation, d'autre entité souveraine que le parti ? Ses chefs ne lui prêchent-ils point au surplus que parti et nation s'identifient ? Pure logomachie qui ne vise, on l'entend bien, qu'à exalter le prestige du parti au détriment de la nation. Car, en même temps que l'on affirme l'identité des deux, les partis se tiennent en méfiance contre tout ce qui est national, en particulier



contre le national canadien-français. Penser parti, agir, réagir en fonction du parti, nul besoin de souligner les conséquences de telles attitudes dans un pays où tout le monde, quoi que l'on prétende, Anglais, Irlandais, Écossais, Juifs, pense d'abord et toujours nationalité, agit, réagit en fonction de sa nationalité. Charles Maurras a parlé quelque part de l'«extrémité odieuse et abominable» où en était réduit un grand et vieux pays comme la France, «qu'il fallût susciter un état d'esprit nationaliste pour permettre la défense de la nation». Si telle extrémité s'imposait aux Français — et aujourd'hui, qui en peut douter ? — à combien plus forte raison le nationalisme s'impose-t-il aux Canadiens français comme une nécessité politique, une loi de vie ? Vérité impérieuse pour quiconque a lu l'histoire de nos luttes scolaires, suit chaque jour tant d'aigres conflits autour du bilinguisme fédéral, autour de notre participation à l'administration du pays, sait à quels obstacles se heurte la reconstruction économique et sociale canadienne-française dans le Québec, tient compte seulement de la périlleuse, de l'extraordinaire situation d'un petit peuple français de trois millions d'âmes dans la vaste Amérique anglo-saxonne. Cependant nulle part plus que dans nos milieux politiques — et pour les raisons que l'on discerne — le nationalisme, même le plus légitime, le plus discret, n'a été ignoré, dénoncé, conspué. Et ce n'est pas là de la critique malveillante. Chacun sait que c'est de l'histoire. Accueilli parfois comme un opportunisme par les partis d'opposition, le nationa-

lisme a été désavoué, combattu avec acharnement par les mêmes partis parvenus au pouvoir. Vérité en deça, erreur au delà. Le nationalisme, on l'a pourchassé jusqu'où même il ne se montrait pas. Ainsi ce reproche fait tant de fois aux Canadiens français de ce que l'on appelle leur étroit provincialisme. Reproche qui porte on ne peut plus à faux. Jamais le Québec français n'a pratiqué le provincialisme comme l'a pratiqué l'Ontario, comme l'ont pratiqué les provinces maritimes, les provinces de l'ouest. Ce n'est pas chez nous que, dans les conflits entre les provinces et le fédéral, l'on a vu le plus souvent députés, sénateurs, ministres, se détacher de leur parti ou, plus simplement, s'élever contre leurs chefs. Bien plutôt, sous prétexte d'un vague canadianisme ou d'unité nationale, avons-nous presque invariablement sacrifié notre province au reste du pays. Qu'une petite et noble minorité ait parfois incarné la réaction québécoise, elle démontre tout au plus, par son existence, la poussée profonde du sentiment nationaliste, en même temps qu'elle démontre aussi, par son infime quantité, la puissance combative à laquelle elle se heurte.

Qui pourra mesurer les suites d'une pareille carence, d'un tel désordre de pensée et d'action ? Le mal devait frapper durement les milieux politiques eux-mêmes. Le politique canadien-français, surtout à Ottawa, est en passe de devenir une sorte de parasite. Rappelons-nous certaine lettre parlementaire toute récente de M. Léopold Richer sur le déplorable effacement de la députation canadienne-française au parlement fédéral. Les

problèmes de sa province n'intéressent guère ce député. Il ne les étudie point; il ne les voit même pas. Parmi les siens il ne fait plus figure de défenseur des droits. Pour le redressement des torts, la coutume s'établit de ne plus s'adresser à lui. On s'adresse à l'opinion, au gouvernement. A propos des dénis de justice faits aux Canadiens français dans les commissions de guerre, n'a-t-on pas vu l'autre jour le Directeur du grand journal *l'Action catholique* proposer tout bonnement de s'adresser à l'opinion anglo-canadienne? C'était fatal. En dénationalisant le député canadien-français, on l'a désaxé. On lui a ravi ce qui aurait pu lui constituer un rôle original; on l'a isolé de quelques-uns des hauts objets par lesquels les hommes publics gardent un reste de grandeur morale.



En face d'un tel état de choses, est-il excessif de soutenir que le type politique actuel du Canadien français n'est guère viable? Et le type économique et social? Vaut-il mieux? Observons d'abord le type paysan, sur lequel nous avons coutume de fonder nos plus intrépides espoirs. Ne méconnaissions aucune parcelle du progrès accompli, en ces derniers temps, pour le relèvement de sa condition. Il reste que le paysan canadien-français a perdu beaucoup de son prestige. Il n'est plus le facteur économique d'il y a cinquante ou soixante ans. Il ne représente plus qu'un tiers de la population. C'est le petit nombre, l'infime petit nombre des comtés agricoles de la province



qui retiennent leur population, ou qui la maintiennent au taux de l'accroissement naturel. Sa génération adulte encore peu instruite des choses agricoles, l'habitant reste trop étranger à l'institution syndicale. Son association professionnelle (Union catholique des Cultivateurs) groupe à peine un dixième des travailleurs de la terre. Il n'a plus l'attachement des anciens à sa portion de sol, à sa profession. Attaché, comment le serait-il ? Trouver de la terre pour plus d'un de ses fils devient pour lui le plus épineux des problèmes. On a calculé qu'en 1936-37, il y avait, en gros, dans les campagnes, 55,000 célibataires et 22,000 jeunes ménages «qui ne savaient que faire ni où aller». Car l'on aurait tort de penser que les ruraux quittent la campagne uniquement par paresse, par appât du salariat, attraction de la ville. Ils la quittent souvent, non seulement pour une question de mieux-vivre, mais de vivre. Situation extrêmement grave si l'on songe que ni l'hémorragie prolongée de l'émigration aux États-Unis, ni l'émigration vers les centres urbains n'ont décongestionné la campagne. Les revenus de l'habitant restent maigres. La crise l'a atteint durement, a fait saillir la précarité de sa situation. Comptez le nombre des secourus par le Crédit agricole. Dans l'*Actualité économique* (juin-juillet 1940), M. Esdras Minville estime que, pour nombre de familles rurales, le revenu-argent, revenu de l'établissement agricole ou artisanal, s'échelonne de \$100 à \$600 par année, dépasse rarement cette somme. Ce qui revient à dire que le niveau de vie à la campagne reste souvent au-dessous des

besoins élémentaires de la population, si, par besoins de cette sorte, l'on entend, outre la subsistance quotidienne, l'établissement des enfants. A la moyenne des agriculteurs l'argent manque pour l'amélioration du sol, l'amélioration des techniques indispensables, l'établissement de plus d'un fils.

Les autres fils, où vont-ils aller ? Vers la ville, pour s'y fondre, le plus grand nombre, dans le type ouvrier. Que vaut celui-là ? En 1934-35 Montréal et la région métropolitaine comptaient plus de 187,000 petits salariés dont le salaire variait de 450 à 850 dollars par année, sur lesquels 72,000, presque la moitié, gagnaient moins de 650 dollars. Sur un total de 297,000 employés et ouvriers pour la même région, 54,000 seulement prenaient place dans la catégorie des « artisans et ouvriers qualifiés » ; 94,000 dans la catégorie des semi-qualifiés, 72,000 dans la catégorie des non-qualifiés, — 85 pour cent des secourus à Montréal se rangent dans les sans-métiers. (Minville, *l'Actualité économique*, juin-juillet 1940, pp. 211, 224.) Voilà donc une masse énorme d'ouvriers, canadiens-français pour la grande majorité, réduits non seulement à un salaire de famine, mais voués, par leur impréparation technique, à n'en jamais gagner d'autres et, par surcroît, confinés, pour toute leur vie, aux besognes d'aventure, aux lourds travaux de manœuvres. En ces milieux, que peut devenir la natalité ? Si l'ouvrier, pour le soin et l'instruction de ses enfants, rencontre moins de difficultés que le paysan ; si des œuvres de bienfaisance viennent à son secours ; si les écoles sont

plus à sa portée, son salaire, ses moyens de logement ne le laissent pas moins hors d'état d'élever plus de trois à quatre enfants, cinq au plus. Pour le paysan, chef de domaine ou d'atelier, la famille nombreuse est souvent une richesse. Pour l'ouvrier, trop d'enfants tourne à l'appauvrissement. Aussi peut-on constater, en ces milieux, la dégringolade croissante des statistiques vitales.

Dépassons, si l'on veut, le monde du paysan et de l'ouvrier; montons jusqu'à la classe des patrons, des employeurs de la petite, de la moyenne, de la grande industrie, du commerce, de la finance. Valons-nous beaucoup mieux? Depuis *Mesure de notre taille* de M. Victor Barbeau, les illusions sont franchement gratuites. Le pire, c'est que, en dépit d'un malaise aussi grave et aussi lointain, nous ne voyions pas ce que l'on a pu entreprendre de synthétique et de résolu pour le relèvement économique des Canadiens français. Faisons la part libérale aux entreprises tentées depuis quelques années, en faveur de l'agriculture, tentatives heureuses, mais encore trop sporadiques. Faisons également sa part au mouvement de l'idée coopérative, œuvre de particuliers encore si incomprise, combattue par tant d'égoïstes et d'aveugles. Ne négligeons pas le mouvement des chambres cadettes de commerce, mouvement prometteur mais d'une extraordinaire timidité. Négligeons encore moins l'orientation récente, orientation plus réaliste, plus énergique, donnée à l'École des Hautes Études commerciales de Montréal. Un fait, un problème crucial entre tous, le problème de la jeunesse, démontre à lui seul la misère



de notre vie économique. Ne nous bernons pas sur la solution partielle que paraît offrir, de ce temps-ci, l'embauchage pour l'armée et pour les usines de guerre. Solution artificielle et temporaire qui laisse le problème intact. Dans les villes, les villages, les campagnes, des milliers de jeunes gens battent encore et battront demain la semelle, souvent porteurs d'un diplôme dont ils ne savent que faire, parfaits désœuvrés à qui leur province, impuissante, se donne l'air de dire, tel un vieux pays épuisé et surpeuplé: «Allez-vous-en où vous voudrez; vous êtes trop; je n'ai pas de quoi vous nourrir».

Notre misère, c'est encore, au fond des âmes, l'absence d'aspiration, de dynamisme en éveil pour un autre état de choses. C'est la tendance à tenir pour normale la servitude économique. Pour un qui souhaite la libération de ses compatriotes, combien de résignés à leur situation, à leur sort de gagne-petit, de serviteurs des autres. Par manque d'ambition, crainte du risque et de la responsabilité, par complexe d'infériorité, longue habitude du servage, on s'exclut volontairement de la catégorie des chefs et des patrons. Aux postes de commande, à l'effort de l'entreprise personnelle, l'on préfère la sécurité du salarié, la tranquillité du simple exécutant. Et cette abdication ou cette résignation transmise de père en fils, trop peu combattue par l'enseignement public, on la retracerait, non seulement dans l'âme du petit manœuvre, mais encore dans l'âme du petit et du grand commis, et jusque dans l'âme de l'étudiant de nos grandes écoles commerciales. Avec une armée pareille pouvons-nous prétendre

à la victoire, ou simplement à l'affranchissement économique, à cette dose d'autonomie indispensable à la vie de tout peuple ?



Ces déficiences ne sont pas pour rien d'ordre psychologique, moral, avant tout. Elle nous avertissent d'un mal plus profond que le mal politique et économique. Et ceci nous amène à nous demander : que vaut le type culturel canadien-français ?

Les temps présents sont fertiles en miracles. L'un des spectacles les plus surprenants et que nous offre, pour la première fois, semble-t-il, l'histoire du monde, c'est la renaissance de tant de peuples qu'on croyait à jamais vieillis, ensevelis dans leur décadence. Comment ces nations séniles se sont-elles rajeunies ? Toutes, par un secret et puissant instinct, ont pratiqué en somme la même méthode. Elles n'ont pensé ni au politique, ni à l'économique d'abord. Elles se sont mises à la recherche de leur âme, de leur passé, de leur ancienne grandeur, et, les ayant retrouvés, elles leur ont demandé un tonique moral, une âpre volonté de relèvement, des buts de vie. Eh bien, notre peuple a-t-il des buts de vie ? A-t-il seulement conscience qu'il en faut, qu'on ne reste dans l'histoire qu'à ce prix ?

Quand on est un petit peuple français d'à peine un peu plus de trois millions d'âmes et que l'on nourrit le dessein de vivre d'une vie française dans l'Amérique du Nord d'aujourd'hui, il faut, au moins, pour justifier sa prétention, se sentir quelques racines dans le sol américain, posséder

quelque aperçu sur la qualité de son âme, sur le prix de sa culture, sur les affinités de cette culture avec son être particulier. Or nous ne ferons pas le difficile: quelle conscience, quel sentiment vivace notre peuple a-t-il d'une appartenance à une filiation historique? Et nous ne prétendons pas que ce soit la faute de notre peuple. Laquelle de nos classes sociales pourrait apprécier, au juste, les valeurs de la culture française, sait ce que nous lui devons, ce que nous pouvons en attendre? Notez bien que je ne pose pas la question si controversée de l'existence d'une littérature ou d'un art canadien-français. Question fastidieuse, si elle n'équivalait à se demander si nous possédons la vigueur d'âme, l'originalité d'esprit propre aux créateurs ou aux mainteneurs de civilisation. Je ne demande pas non plus si, à titre de nation, nous avons une politique culturelle. Je ne me demande même pas si nous admettons, dans notre vie, quelque primauté de l'intelligence; si nous croyons par exemple que tout relèvement matériel suppose un relèvement intellectuel. Des faits comme l'état de l'Université de Montréal nous fourniraient une réponse trop lamentable. Je m'en tiens à l'opinion que nous entretenons sur notre être historique, sur ses valeurs de survivance. Or, chacun peut le constater: nous n'osons être nous-mêmes qu'avec pudeur. Par la faute d'un enseignement anémique et par l'influence néfaste de faux docteurs comme il en pullule toujours aux époques de misère spirituelle, nous avons plus appréhendé d'être trop Canadiens français qu'ambitionné de l'être assez. Au lieu de chercher à concilier le sentiment canadien et le sentiment



canadien-français, combien humiliant celui-ci devant l'autre ? Beaucoup ne sont pas éloignés de croire que c'est en se dénationalisant qu'ils serviront le mieux leur pays. On les voit chercher toutes sortes d'incompatibilités entre la grande et la petite patrie. Ils ne sont pas loin de considérer comme une faiblesse, une petitesse d'esprit, l'attachement aux ancêtres français, au passé de la race, à la province.

J'ai parlé d'enseignement anémique. Si l'on considère ce que l'on entend dans les autres pays — les pays en éveil — par éducation nationale, il est manifeste que, depuis l'école primaire jusqu'à l'université, notre enseignement n'offre rien ou presque rien de ce qui en approche. En combien d'institutions un neutralisme national étrange, inexplicable, paraît être la loi ? Ce qu'on y livre à la jeunesse d'éducation patriotique tiendrait fort bien dans le fond d'une cuillère à café. Nos commissions scolaires sont trop souvent de purs organismes administratifs, des usines à paperasses officielles. Les maîtres font souvent de leur mieux. Ils manquent de directives, d'encouragement ; ils se sentent plus ou moins en désaccord avec l'esprit officiel. Pour révéler l'aspect émouvant du passé historique, des grandeurs de la culture originelle, ils manquent de manuels, d'outillage pédagogique. Des générations passent donc par nos écoles, sans flamme au cœur, sans autre idéal que le diplôme à conquérir, la petite vie bourgeoise à organiser, ignorant tout du drame pathétique de leur nation. En définitive, nous aboutissons aux mêmes résultats que les pays où l'on a empoisonné la jeunesse de sophismes. Jeunesse

et petit peuple connaissent si maigrement, si petitement, les enjeux spirituels de la survivance, qu'ils pourraient nous crier: «Est-ce là cette culture, cette civilisation pour lesquelles vous nous demandez tant de sacrifices?».



Examen sévère, dira-t-on. Nous regretterions qu'une seule des lignes que nous venons d'écrire pût incliner au découragement, au pessimisme amer et stérile. Si nous refusons d'être optimiste sur la situation actuelle, nous entendons le rester sur les chances d'un relèvement. Nous écrivons pour les courageux qui aiment voir clair, qui savent qu'on ne gagne rien à caresser des illusions paresseuses et meurtrières. A ces réalistes il doit apparaître que nous ne vivons pas: nous durons. Les Canadiens français voudront-ils enfin s'éveiller aux conditions exceptionnelles, aux réalités formidables où se joue leur existence de peuple? Voudront-ils quitter leur état d'esprit de paroissien rural de 1850, avec son horizon clos et sa naïve sécurité de poulet en coquille? Par le temps qui court, nous faisons des vœux pour la France quand d'abord il faudrait en faire pour nous-mêmes. Nous épiloguons sur les causes qui ont conduit la France à l'abîme, comme si beaucoup de ces causes n'opéraient pas, dans notre vie, des ravages analogues.

En des jours comme ceux-ci, que pense la jeunesse? Je voudrais trouver en elle, non comme une manifestation intermittente, velléitaire, mais comme un mouvement unanime, la volonté passionnée du redressement national. Hélas! la navrante,

la terrible déception de 1936 a passé là; elle y a laissé un dégoût, une lassitude, un scepticisme que nous nous efforçons de comprendre sans pouvoir l'excuser. Je sais pourtant une autre génération qui n'a pas encaissé de moindres déceptions. En quarante ans elle a vu tant de chefs ou de prétendus chefs s'acharner à se rapetisser. Parmi les hommes qui avaient incarné ses plus solides espoirs, elle a assisté à tant de suicides moraux. Je ne sache pas néanmoins que cette génération ait toujours livré son âme aux grugeurs d'idéal. Il y a encore de l'espérance au Canada français. Les démocraties sont-elles à ce point incapables de se ressaisir? Est-il écrit quelque part que les peuples catholiques doivent finir en quenouille? L'important est de se persuader que l'on n'arrive à rien par une politique de rapiéçage, quand c'est la structure intérieure qui est à refaire à neuf. Péguy disait de la France: «Il faut que ce peuple se refasse et qu'il se refasse de toutes ses forces». C'est à une entreprise de cette envergure que nous voudrions convier la jeunesse. Qu'elle se replie sur nos hérités héroïques, sur ses croyances, sur Dieu. Dans le potentiel de notre passé, dans la fierté, dans la joie de se savoir français, d'appartenir à une culture faite d'ordre spirituel, d'harmonieuses convenances avec l'esprit humain; dans la certitude de posséder, par sa foi catholique, une saine philosophie politique, une saine philosophie économique et sociale, dans l'ensemble de ces sentiments et de ces forces, il y a toutes les conditions d'une cure d'air natal; il y a de quoi tout refaire.

Lionel GROULX, ptre











BNQ



000 337 254